



Déclaration de la « Campagne Globale pour Revendiquer la Souveraineté des Peuples, Démanteler le pouvoir des multinationales et Mettre fin à l'Impunité » sur les violations des Droits humains en Colombie commises depuis le 28 avril lors pendant les jours de la Grève Nationale

7 mai 2021

La « Campagne Globale pour Revendiquer la Souveraineté des Peuples, Démanteler le pouvoir des multinationales et Mettre fin à l'Impunité », condamne catégoriquement la violence d'État exercée contre le peuple colombien qui, faisant usage de son droit légitime à la protestation sociale et à la liberté d'expression, s'est déclaré en Grève Nationale depuis le 28 avril 2021.

La mobilisation de la société colombienne répond au rejet engendré par les mesures fiscales néolibérales qui ne font que diminuer et restreindre les droits et le bien-être des travailleurs, afin de garantir une fausse stabilité au service des élites et du pouvoir des entreprises. La réponse de l'État pour faire taire la voix d'un peuple qui réclame le respect et la justice a été d'une violence brutale et attentatoire aux droits de l'homme les plus fondamentaux, militarisant les principales villes du pays, stigmatisant et criminalisant les manifestations et assassinant des civils.

Comme Campagne Globale, qui rassemble plus de 200 organisations sociales, mouvements et syndicats à travers le monde, engagés pour la justice et la souveraineté pour les peuples :

NOUS DÉNONÇONS

La violence et la brutalité des forces armées colombiennes et de la Brigade Mobile antiémeute de la Police Nationale (ESMAD) qui ont abouti à 1 708 cas de violence policière, 222 victimes de violence physique par la police, 37 victimes de violence homicide par la police, 831 arrestations arbitraires contre les manifestants, 312 interventions violentes des forces publiques, 22 victimes de blessures aux yeux, 110 cas d'armes à feu tirées par la police, 10 victimes de violences sexuelles de la part de la force publique et plus de 370 cas de disparition signalés. Lutter pour le droit à une vie décente pour le peuple n'est pas un crime !

NOUS EXIGEONS

- La cessation immédiate des violences policières et militaires.
- Le démantèlement immédiat de l'ESMAD, qui devient une force paramilitaire soutenue par l'État pour légitimer et reproduire les violences structurelles sociales, de genre et générationnelles.
- La libération des détenus, dont la majorité sont des habitants de quartiers populaires.
- La protection de la vie et de l'intégrité des personnes qui protestent légitimement.
- Justice et réparation pour les victimes et leurs familles.



- Ouverture immédiate des enquêtes sur les multiples plaintes de disparition forcée dans le cadre des manifestations. Nous les voulons de retour vivants !
- Ouverture immédiate d'enquêtes et de procédures judiciaires transparentes contre les agents de police qui ont attaqué la population.
- La suppression définitive des projets de réforme fiscale et sanitaire.
- Ouverture immédiate d'un dialogue public national où seront représentés les organisations sociales, les étudiants et le Comité de Grève.

NOUS APPELONS LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET SES INSTITUTIONS CHARGÉES DE LA DÉFENSE ET LA SURVEILLANCE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES DROITS : À surveiller le respect et les garanties de protection des droits humains et civils tels que l'exercice du droit de protestation par le gouvernement colombien et toutes ses institutions.

Nous soutenons et nous nous solidarisons avec les revendications de la Grève Nationale, qui a proposé de continuer à se mobiliser, exigeant un changement plus profond qui arrête la violence policière et militaire qui attaque les femmes, les jeunes et tous les Colombiens qui sont descendus dans la rue en une réponse légitime de rejet à l'aggravation des inégalités et de la violence structurelle qui ont noyé la société colombienne, aggravant les cycles de violence qui n'apportent que douleur et mort.

Nous exprimons notre **SOLIDARITÉ** la plus ferme et totale **AVEC LE PEUPLE COLOMBIEN**, ainsi que notre plus profonde admiration pour un peuple qui n'abandonne pas la lutte pour la dignité et la paix et ne se rend pas face à l'injustice et à l'arbitraire de l'État.